

Le comité national de l'Union syndicale Solidaires, réuni le 7 janvier appelle à généraliser le mouvement de grève et de manifestations contre la réforme des retraites.

Plus d'un mois de grève reconduite dans le rail, les transports publics franciliens, des grèves très importantes dans la culture, l'éducation, les raffineries, des journées de manifestation massives qui ont vu de nombreux et nombreuses salarié-es, retraité-es, fonctionnaires, étudiant-es rejoindre les grèves et les cortèges...

Le rapport de forces est là mais le gouvernement s'entête à maintenir sa réforme. Il s'apprête à faire des concessions partielles pour certain-es des salarié-es aujourd'hui en activité, tout en maintenant ce qui fait le cœur de son projet. L'universalité tant vantée est mise à mal, peu lui importe s'il maintient son objectif majeur. Ce qu'il vise, c'est la remise en cause massive et généralisée des droits tant pour l'âge de départ que pour le montant des pensions, par la mise en place du système à points régulé par une règle d'or d'équilibre budgétaire sous contrôle du gouvernement. Il veut passer en force et c'est pour cela qu'il accélère son calendrier.

Il n'est pas acceptable pour Solidaires de laisser les générations futures se débrouiller avec un système aussi libéral qu'autoritaire. Il n'est pas possible de laisser croire que ceux et celles qui sont en retraite aujourd'hui ou qui le seront dans quelques années ne seront pas touché-es par ces enjeux budgétaires. Il n'est pas possible de laisser croire que les femmes seront les grandes gagnantes du nouveau système. Nous le disons depuis le début, **tout le monde est concerné** par la paupérisation des pensions si ce système se met en place.

Ce que nous voulons est simple et juste :

- Un départ à 60 ans maximum et plus tôt pour les travaux pénibles et le respect des droits dans les professions
- Une retraite égale au minimum à 75% du dernier ou des meilleurs salaires, et pas en dessous du SMIC
- L'organisation du financement par l'augmentation des cotisations patronales et la mise en place de cotisations sur les revenus non cotisants aujourd'hui.

La grève reconductible concrète dans plusieurs secteurs est le vecteur de la lutte depuis le 5 décembre. La politique du gouvernement est minoritaire dans l'opinion, nos grèves et nos manifestations sont massivement soutenues.

Nous appelons donc à faire du jeudi 9 un début de la généralisation de la grève.

Nous engageons le maximum de salarié-es à se joindre à l'action de grève reconductible le vendredi 10.

Le samedi 11, nous serons à nouveau dans les rues ensemble salarié-es, chômeur-es, retraité-es, étudiant-es, avec ou sans gilet jaune, avec des cortèges de femmes qui ne veulent pas être l'alibi du gouvernement.

La semaine qui suivra sera décisive et de nouvelles propositions seront faites si nous n'obtenons pas satisfaction. D'ici là, les assemblées générales dans les entreprises et les services et en interprofessionnel sont nos moyens de débattre et de préparer l'action. La solidarité financière avec ceux et celles qui sont en grève depuis longtemps doit continuer.

Si le gouvernement ne lâche pas, il n'aura pas de répit. C'est l'entrée en grève massive et rapide de tous et toutes qui fera reculer le gouvernement et imposera le retrait du projet, ainsi que nous l'avons déclaré avec l'intersyndicale.

Un recul social de cette ampleur ne se négocie pas, il se combat.

C'est par la grève générale que nous obtiendrons le retrait du projet et l'amélioration de notre système de retraites.